

Toute œuvre de pensée
est reçue
et insérée volontiers

Abonnement annuel : 12 Fr.

ÉDITION SUR PAPIER JAPON

IMPÉRIAL

50 Francs par an

IDJTIHAD

LIBRE EXAMEN

Revue sociale et littéraire de l'Orient et de l'Occident

(Paraissant mensuellement)

RÉDACTION

ET

ADMINISTRATION

Rue Cherifein, Caire

TÉLÉPHONE

Adresse télégraphique :

IDJTIHAD, CAIRE

I ANNÉE

N° 10

Janvier 1906

bonne entente de tous les éléments ottomans contre le pouvoir réactionnaire de Yildiz qui profite des querelles mesquines et auquel la tâche est singulièrement facilitée par les prédications incendiaires des leaders arméniens.

T.G.

Lettre d'Aly Baba

II

On ne saurait trop louer le service que Gutenberg rendit à l'humanité; c'est à lui qu'on doit la diffusion des connaissances et des idées par le livre qui, avant la découverte de l'imprimerie, était chose rare, difficile à se procurer et à multiplier; serait-il téméraire de prétendre pourtant qu'on fait de cette découverte un usage un peu abusif dans notre société moderne, dont l'activité fiévreuse manque souvent de modérateur? Loin de moi la pensée de médire la liberté de la presse, l'une des conquêtes les plus utiles du XIX^{me} siècle. Il n'en est pas moins vrai que le prestige du livre s'est considérablement amoindri depuis qu'il s'en imprime un si grand nombre. Dans l'antiquité le livre était un ami, un conseiller sûr, car les vrais savants, les vrais littérateurs seuls osaient écrire. Aussi la vénération en était-elle très grande, surtout dans le monde oriental où l'islam introduisit le respect de la chose écrite. Cette vénération s'est grandement amoindrie depuis que la qualité d'auteur a perdu son caractère quasi-sacerdotal, pour s'approcher de celui d'un simple artisan. C'était avec pleine confiance que nos aïeux prenaient en mains un livre, persuadés qu'ils étaient de l'utilité de l'ouvrage et de la compétence de l'auteur; le sentiment contraire prévaut souvent de nos jours quand nous nous trouvons en présence d'un livre nouveau; rendus méfiant par un trop grand nombre de désillusions nous nous demandons instinctivement: *la chose vaut-elle la peine de lire?*

Aussi est-ce toujours aux livres anciens que je

m'adresse quand je me sens trop lassé par les vicissitudes du présent; leur lecture constitue un refuge trop sûr contre le découragement consécutif de la tristesse des réalités immédiates, pour qu'on puisse s'en passer.

Trois livres, surtout, ont eu de tout temps un attrait bien vif sur mon imagination; ce sont ceux qui ont eu une influence si décisive sur les destinées de la race blanche; Bible, Evangile et Coran sont pour moi les trois livres sur lesquels s'est appuyé l'humanité pour évoluer vers une civilisation rationnelle et définitive.

Affligé de ce qui se passe actuellement en France, où la société civile et les communautés religieuses se trouvent une nouvelle fois en conflit au sujet d'affaires qui ne devraient jamais se confondre, j'ai examiné quelle serait la situation au point de vue islamique, si cette grave question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat (autrement dit du pouvoir civil et du pouvoir religieux) se posait dans un pays musulman, en Turquie, par exemple.

Et une nouvelle fois, je me suis adressé à la source même de la foi révélée, au Coran, afin de me pénétrer bien de son esprit et d'éviter ainsi de préconiser une solution théorique, l'une de ces élégantes solutions de publiciste, qui ne sont possibles que sur les pages des journaux et des revues.

Je reviens de cette lecture tout émerveillé; la solution de la question est très nette dans le Coran; le pouvoir civil n'a pas à entrer en conflit avec le pouvoir religieux, parce que ce dernier n'existe pas; il n'existe pas d'église dans l'islam pour qu'une séparation soit nécessaire.

Mais, dira-t-on, il y a l'intervention de la religion dans les actes de la société civile, tels que le mariage, l'héritage, les pénalités de divers délits etc.

J'en conviens; mais ce n'est plus, dans ces cas, la foi qui intervient, c'est une législation. Et cette législation est tellement tolérante qu'en dehors des quatre commentaires différents qu'elle a reconnus comme orthodoxes, elle admet toute modification nécessitée par le milieu où elle doit être appliquée et les conditions de la société au bonheur duquel elle doit contribuer. C'est ainsi que les lois civiles de l'Empire ottoman promulguées en concordance avec

les préceptes législatives du Coran, comportent pourtant de très grandes différences si l'on compare leurs dispositions en affaires commerciales et pénales avec celles instituées par le prophète pour les besoins de la société primitive aux destinées de laquelle il présidait.

De la manière dont je comprends, la religion musulmane, et je crois cette conception conforme à la vérité, la foi dans l'islam est complètement distincte de la partie législative du Coran, qui est venue compléter la constitution de la première société musulmane, mais dont les dispositions ne revêtent pas le caractère absolu du *Credo* islamique et n'en constituent nullement partie intégrante.

Le *Credo* de l'islam, tout spirituel, se borne à cette formule simple « il n'y a d'autre divinité que Dieu et Mahomet est son prophète ». Je constate en passant que malgré l'accusation de s'attacher trop à l'existence terrestre qui, est souvent portée contre la religion musulmane, son *Credo* se distingue surtout par l'absence de toute préoccupation des nécessités de la vie tandis que le *Credo* chrétien s'y arrête particulièrement (donnez-nous notre pain quotidien et pardonnez-nous nos offenses etc.) Cette différence provient de ce que dans l'islamisme la reconnaissance envers la divinité constitue un devoir absolu dont il faut s'acquitter en dehors de toute considération conditionnelle. Ajoutons que la seule déclaration sincère de l'unité de Dieu et de la mission de son prophète suffit pour le salut de l'âme. Les pratiques obligatoires de l'islamisme (la prière, le jeûne de ramazan, l'aumône, le pèlerinage à la mecque) ne nécessitent nullement le secours de ministres religieux; tout peut se faire par soi-même. Jamais religion ne fut plus simple.

La partie dogmatique de l'islamisme s'arrête là; les préceptes sociaux viennent s'ajouter en lois civiles, qui n'ont rien d'immuables, ils ont facilement subi jusqu'ici les modifications exigées par les circonstances et leur modernisation ne demanderait que les efforts d'un réformateur hardi.

Si les mœurs ont aggravé quelques unes des recommandations du Coran, s'il s'est notamment formé une caste d'ulémas qui s'érigeant en gardienne de la foi, s'attribue des droits d'immixtion dans les

affaires de la société civile, on doit convenir que dans l'origine rien de pareil n'existait. Au point de vue religieux aucun musulman n'a une voix prépondérante sur les autres; le Khalif moins que les autres, puisque ses actes sont subordonnés à l'appréciation des fidèles. Le jour où l'on appliquera l'esprit du Coran (et la réforme poursuivie par les Wahabites, ainsi que les tendances philosophiques et sociales des Babistes y contribueront beaucoup) nous verrons l'islam revenir à la véritable pureté, où rien ne contrecarre l'essor de la société laïque vers des destinées toujours meilleures.

Les prérogatifs de la religion et celle de la société civile sont déjà assez nettement tracés dans le monde turc actuel, où la réforme introduite par le Sultan Abd-ul-Médjid a consacré, je ne dirai pas la séparation, mais la distinction nette du domaine de chacune d'elles; il ne faut actuellement qu'un nouveau pas pour prévenir les quelques empiétements qui se produisent encore; quand ce nouveau pas sera fait, la religion et la société civile vivront l'une à côté de l'autre, en parfaite concordance entre elles mais n'entravant jamais leurs actions réciproques.

ALY BABA

